

n'aperçoivent pas clairement.

Mais que fait le PCF contre les dangers de guerre en dehors de la signature de la pétition de Stockholm ? Sur ce point, le Congrès de Gennevilliers a insisté sur la nécessité de « politiser » les luttes des masses. Jusqu'à présent, cette question a été laissée au second plan par rapport à la signature des pétitions, mais il n'est pas impossible que la direction du PCF la mette en avant après avoir essayé de créer une atmosphère favorable par la campagne pour l'appel de Stockholm.

Cette « politisation » des luttes ne consiste pas du tout à poser les problèmes politiques à la faveur des luttes de masses pour leurs revendications immédiates. Cela, « les syndicats le font... » déclare Lecœur aux congressistes. La « politisation » doit se traduire, d'une part, dans des actions spécifiques contre la fabrication et le transport d'armes, en général ; d'autre part, dans la subordination des revendications immédiates à la question de la paix, au cours des luttes ouvrières.

Le premier de ces aspects a entraîné quelques actions très limitées du type de commando ; pour le second de ces aspects, cela s'est plutôt limité pour le moment à l'affirmation répétée : « La lutte pour la paix, c'est la lutte pour le pain ». Il n'y a pas encore eu de luttes ouvrières un peu importantes dans lesquelles les stalinien auraient pu s'exercer à « politiser » selon les directives de Gennevilliers.

De toute façon, on a pu constater jusqu'à présent une résistance à cette politique. La classe ouvrière française n'est certainement pas favorable à la politique de l'impérialisme français, au plan Marshall, au pacte Atlantique, elle est même profondément hostile à la guerre du Viet-Nam qui est extrêmement impopulaire, mais elle sent plus ou moins confusément que l'action que les stalinien lui demandent est destinée à profiter à une autre politique extérieure non moins étrangère à ses intérêts propres. La campagne est menée contre la fabrication et le transport d'armes en général et non pas contre l'expédition coloniale au Viet-Nam, la référence donnée plus haut montre que les stalinien font la différence au détriment de la lutte contre la guerre du Viet-Nam. Cette campagne, avec appel à la « dignité du travailleur » pour ne pas participer à des œuvres de mort, aux sentiments des mères, etc... non seulement relève du pacifisme petit bourgeois si souvent dénoncé par les léninistes ; mais les stalinien y introduisent un élément bien particulier : ils veulent, par la lutte des travailleurs,

imposer ni plus ni moins qu'un contrôle ouvrier sur une partie limitée de l'économie, non en vue d'arracher celle-ci dans son ensemble et le pouvoir aux capitalistes, mais en vue d'obliger la classe dominante à changer de politique extérieure ! Si violents que pourront être les incidents qui se produiront à propos d'une telle politique, elle ne peut pas susciter un grand élan de la masse des travailleurs ; ceux-ci ne peuvent s'inquiéter de la nature de ce qu'ils produisent eux-mêmes qu'à condition que se pose pour eux le problème de la transformation complète de la société ; si non, participer à des fabrications de guerre, à des produits de nécessité immédiate, ou à des produits de luxe ou bien être occupés à des travaux qui n'auraient pas de sens dans une société de type socialiste, tout cela est pour eux tout à fait indifférent, c'est leur existence, c'est-à-dire leur salaire qui les préoccupe. Commencer par vouloir établir le contrôle ouvrier dans un domaine de l'économie — et plus particulièrement celui des productions de guerre — ne serait pas faux si c'était le point de départ pour une extension du contrôle ouvrier à toute l'économie et une lutte pour le pouvoir prolétarien. Mais vouloir, par ce moyen, faire pression sur les capitalistes et leur imposer une autre politique, c'est engager les travailleurs dans une impasse et vers des échecs.

Il est absolument certain qu'une telle politique rencontrera une résistance, notamment dans les milieux syndicaux du parti communiste. En outre, plus d'un militant a quitté le PCF qui est resté actif dans sa section syndicale. Bien que ces militants ne soient pas à l'heure présente organisés d'une façon quelconque ni même le plus souvent favorables à une politique oppositionnelle déterminée, la direction du PCF y voit aussi un danger pour elle. Et c'est pourquoi la réorganisation ne s'est pas limitée aux cadres du PCF et s'est étendue à la C. G. T. où l'élimination de ceux qui font une opposition ouverte est mise à l'ordre du jour.

Bien que la crise du PCF n'existe, selon Maurice Thorez, que dans les cerveaux torturés des trotskystes, les membres du PCF sont mis en garde contre le danger que constituent les trotskystes et les titistes. Dans l'Humanité, une campagne quotidienne est menée contre le départ de jeunes en brigades pour la Yougoslavie. Cette campagne s'explique par le fait que l'appel pour les brigades a rencontré un écho dépassant toutes les espérances, notamment dans la jeunesse ouvrière et étudiante.

LE DANGER EST DANS LE PARTI

En même temps, l'organe théorique **Les Cahiers du Communisme** au lendemain du 12^e Congrès (N^o 5, mai 1950) appelle à la vigilance la plus grande

AU SEIN DU PARTI LUI-MEME et y découvre des négligences, pour ne pas dire beaucoup plus, dans les propos apparemment les plus anodins. C'est ain-